Grèce : avec les travailleur-euse-s contre le patronat, son État et l'UE, avec les anticapitalistes, pas avec Tsipras !

La Grèce a été frappée de plein fouet par la crise, avec une chute du PIB de 25% et de l'investissement de plus de 50% depuis 2008 ! Le cadre de l'euro a fait des salaires la seule variable d'ajustement pour redresser la « compétitivité ». Les salaires ont baissé d'environ 30%. De plus en plus de travailleur-euse-s grec-que-s ne peuvent plus satisfaire leurs besoins élémentaires (alimentation correcte, santé, etc.). Les responsables doivent être désignés : le système capitaliste et ses serviteurs, qui devront répondre un jour de leurs crimes.

Les partis bourgeois de droite (Nouvelle démocratie) et de gauche (PASOK) qui ont appliqué les politiques d'austérité sont aujourd'hui à l'agonie. Même unis, ils ne semblent plus en capacité d'obtenir une majorité des suffrages. Dans 15 jours, le parti de la gauche antilibérale, Syriza, sera probablement en mesure de former un nouveau gouvernement. Syriza a mis beaucoup d'eau dans son vin, et plus l'échéance du pouvoir approche, plus Syriza donne des gages à la bourgeoisie nationale et internationale. Syriza affiche un programme « anti-austérité » mais il ne se donne aucun moyen de le réaliser. Sans mobilisation puissante des travailleurs pour rebattre les cartes, il n'y a aucune illusion à se faire : Tsipras et sa clique devront renier toutes leurs promesses, d'ailleurs de moins en moins ambitieuses et précises.

C'est précisément pour cette raison que les anticapitalistes en Grèce ne doivent sous aucun prétexte se rallier au programme de Syriza ou s'en faire les soutiens critiques. Ils doivent au contraire, en dialogue avec les aspirations des masses, expliquer que, pour réaliser la tâche dont elles chargent Syriza, pour rompre avec les politiques d'austérité, il faudrait actionner deux leviers : s'attaquer à la propriété privée en expropriant les gros capitalistes et rompre avec l'Union européenne et sa monnaie. Ce sont les conditions à réunir pour tenter de mettre l'appareil productif au service des besoins de la population **et seules les masses elles-mêmes peuvent les accomplir par leur propre mobilisation auto-organisée, allant jusqu'à balayer l'État bourgeois grec, son armée et sa police.** Mais Tsipras est clair : pas question de nationaliser la moindre entreprise, pas question de rompre avec l'UE. Pire, il a renoncé à annuler la dette, et même à arrêter les paiements. Il a même précisé qu'il paiera rubis sur l'ongle aux investisseurs privés les 3,5 milliards d'€ de dettes qui arrivent à échéance au printemps. Et l'économiste en chef de Syriza a dit qu'ils rembourseront intégralement le FMI. Il y a ainsi aucune illusion à se faire sur le contenu de la « renégociation » de la dette promise par Tsipras. La bourgeoisie n'a pas de raison d'être terrifiée par Tsipras, et d'ailleurs elle ne l'est pas. La seule inconnue est pour elle la réaction des travailleurs.

Notre parti doit avoir le courage de dire ces vérités et de ramer à contre-courant de tous les admirateurs zélés de Tsipras. Nous devons bien sur être solidaires des travailleurs grecs et de Syriza face aux ingérences et aux chantages de l'impérialisme étranger. Mais nous sommes en radical désaccord avec les camarades de la P1 qui se positionnent pour un soutien politique à la « gauche grecque » face à la droite et à la Troïka. Non, Tsipras n'est pas notre camarade. Oui, **les travailleurs devront affronter Tsipras s'il dirige le prochain gouvernement**. C'est cela que nous devons expliquer. **Notre soutien politique doit aller aux anticapitalistes et à eux seuls** qui, en Grèce, mettent à juste titre en avant la nécessité d'exproprier les gros capitalistes, de rompre avec l'UE, d'instaurer une monnaie nationale inconvertible et de contrôler strictement les flux financiers et commerciaux avec l'extérieur. Mais cela est présenté par la P1 (mais pas seulement !) comme une affreuse dérive nationaliste presque pire que la capitulation de Tsipras devant la bourgeoisie grecque et l'UE !

Or, quand la question du pouvoir se pose, il ne suffit pas de parler d'Europe sociale ou même d'Europe socialiste. L'urgence est d'expliquer qu'un gouvernement des travailleurs en Grèce ne pourrait arrêter l'austérité qui étrangle les travailleurs sans exproprier les grandes entreprises sans indemnités ni rachat et sous contrôle des travailleurs et sans rompre avec l'UE dans une logique anticapitaliste et internationaliste. En persistant à présenter toute perspective de rupture avec l'UE comme une dérive nationaliste, nous restons bloqués dans une impasse stratégique qui laisse un boulevard à l'extrême droite.

Plateforme 5, le 7 janvier 2015